

DOSSIER d'engagements

PRENONS
le **PARTI**
de la 
SOLIDARITÉ

ENGAGÉS  GÉNÉRALISTES

15

Propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017

actionaid
pour des peuples solidaires




OXFAM
France



PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protéger de la finance les salaires et la production en France. Révolutionner les impôts pour que tout le monde paye et que chacun le fasse selon ses besoins réels • Contrôler les mouvements de capitaux • Instaurer une taxe sur les transactions financières (L'avenir est connu) 	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p>Remettre à plat l'ensemble des aides publiques et exonérations d'impôt ou de cotisation, accordées aux entreprises, évaluer leur efficacité et revoir sur les aides antisociales et anti-écologique</p> <p>(L'avenir est connu)</p>	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p>Encadrer le développement des activités liées à l'économie collaborative pour préserver le caractère de « partage » et d'utilité sociale contre la privatisation, l'évasion fiscale, la concurrence déloyale et stopper l'ubérisation des activités</p> <p>(l'avenir en commun)</p>	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôler les mouvements des capitaux • Instaurer une taxe réelle sur les transactions financières <p>(l'avenir en commun) p 48</p>	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecrire un plan personnalité contre la pauvreté en prenant en compte la situation des personnes dans leur globalité • Ecrire une "garantie d'ignité" en revalorisant les minima sociaux. <p>(J'avais en commun) p 61</p>	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sortir des énergies carbonées en commençant par l'arrêt des subventions aux énergies fossiles et de toute exploitation de gaz, pétrole de schiste et de houille <p>(J'avais en commun) p 70.</p>	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocultures industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocultures avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : <i>idem proposition 6.</i>	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : <i>Créer une fonction de délégués départementaux à l'écologie chargés d'alerter sur les dysfonctionnements</i> <i>(l'avenir est connu) P 69</i>	

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p>Constitutionnaliser la règle verte. ne pas préférer sur la lettre d'avantage que ce qu'elle peut reconstituer, ni produire plus qu'elle peut supporter.</p> <p>P. 69.</p>	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p>Soutenu la création de coopératives de consommation en lien direct avec les producteurs</p> <p>P. 74</p>	

PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p>Tout étranger persécuté dans son pays peut trouver asile en France. L'accueil fait partie entière de notre identité républicaine.</p> <p>Mettre en oeuvre un accueil digne des migrants avec une répartition sur l'ensemble du territoire européen</p> <p>(libet "Migration") p 13</p>	

PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer une organisation mondiale des migrations liée à l'ONU pour renforcer l'action internationale. • Organiser une conférence internationale annuelle sur les migrations sous l'égide de l'ONU concernant les réponses d'urgence, le soutien au pays d'accueil, la préparation de soutien des réfugiés et l'autorisation de réfugiés climatiques <p>des décennies à venir (libet migration) p 15</p>	

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrer le respect des règles fondamentales de l'OIT dans les accords commerciaux • Sortir de l'OMC et renforcer le CNUCED comme organe légitime pour organiser le commerce mondial en fonction de l'intérêt général des peuples • Soutenir l'adoption de l'ONU d'un cadre réglementaire contraignant les multinationales à respecter un socle de normes sociales et environnementales. A encontre p. 92 	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p>idem proposition 13</p>	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p>Le respect des droits des femmes est une priorité Nous soutenons et encourageons toute action Contre la discrimination à l'égard des femmes et des enfants</p>	

<p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p>	
<p>Nom : ENGGASSER</p> <p>Prénom : Geneviève</p> <p>Département : 68 (Haut-Rhin)</p>	<p>Date : 26/05/2017</p> <p>Signature :</p> 

